

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu, d'une part, d'adapter les missions et la composition de la commission génétique à la situation résultant de la régionalisation de l'agriculture et, d'autre part, d'aligner les missions et subventions attribuées aux associations agréées, aux besoins et nécessités du secteur,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° service : l'Administration flamande chargée de la politique de l'élevage;

2° arrêté royal : l'arrêté royal du 20 octobre 1992 relatif à l'amélioration des espèces ovines et caprines;

3° arrêté ministériel : l'arrêté ministériel du 21 octobre 1992 relatif à l'amélioration des espèces ovines et caprines;

Art. 2. L'article 2bis de l'arrêté ministériel, inséré par l'arrêté ministériel du 10 janvier 1995, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2bis. § 1^{er}. En application de l'article 12bis de l'arrêté royal, il est créé une Commission génétique des petits ruminants. La commission est chargée des missions suivantes :

1° étudier tous les problèmes liés à l'évaluation génétique des moutons et formuler des propositions en la matière;

2° étudier et proposer les méthodes officielles d'appréciation de la valeur génétique des moutons en Flandre, et les modes de conversion par rapport aux valeurs génétiques étrangères;

3° étudier et proposer des règles officielles de publication en Flandre des valeurs génétiques des moutons.

Le service peut charger la commission de missions supplémentaires.

§ 2. La Commission génétique des petits ruminants est composée comme suit :

1° six représentants des organisations ou associations d'éleveurs agréées par le Ministre en application de l'article 2 de l'arrêté royal. Le service assure la répartition des mandats sur les organisations et associations agréées. Le service peut imposer aux organisations et associations agréées des conditions relatives à la désignation de leurs représentants;

2° deux représentants de l'organisation qui assure le calcul des appréciations de la valeur génétique des petits ruminants;

3° deux représentants du service qui assurent la présidence et le secrétariat;

4° un représentant de l'administration flamande, chargé de l'information;

La commission peut inviter aux réunions de la commission génétique, d'autres personnes que celles énumérées à l'alinéa premier. »

Art. 3. Dans l'arrêté ministériel, les articles suivants sont abrogés :

1° l'article 15 ;

2° l'article 16 modifié par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Bruxelles, le 21 mars 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Ministre flamand des Réformes institutionnelles, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,
Y. LETERME

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 912

[2005/200936]

10 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai de trente jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, n° 37.101/04, donné le 2 juin 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er} — Dispositions générales

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive européenne 2002/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2003 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Art. 2. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations et activités visées par les rubriques 37.10.05, 37.20.12, 90.22.13 et 90.23.13 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 3. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : les déchets tels que définis aux articles 1^{er}, 18° et 18° bis, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion;

2° équipements électriques et électroniques (EEE) : les équipements tels que définis à l'article 1^{er}, 17°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion;

3° Office : l'Office wallon des déchets tel que visé à l'article 2, 24°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

4° établissements existants : les établissements dûment autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que les demandes d'autorisation introduites entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 4. L'établissement est protégé sur tout son périmètre par une enceinte grillagée d'au moins 2 mètres de haut en vue d'empêcher efficacement l'accès tant pour les personnes que pour les véhicules en dehors des heures d'ouverture.

D'autres moyens matériels, solides et placés à demeure, peuvent être utilisés pour autant qu'ils assurent un degré de protection au moins équivalent à celui dudit grillage.

Art. 5. Les entrées et sorties de l'établissement sont pourvues de portes solides équipées d'un système de fermeture efficace. Ces portes ne sont maintenues ouvertes qu'en présence de l'exploitant ou de son délégué.

Art. 6. Les zones de réception, de stockage, de regroupement, de tri, de pré-traitement et de traitement sont aménagées pour empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides et autres produits annexes susceptibles de polluer le sol et le sous-sol. Elles sont chimiquement inertes vis-à-vis de ces polluants liquides et sont maintenues en permanence en bon état d'entretien. Elles sont, en outre, pourvues d'un recouvrement résistant aux intempéries.

Art. 7. Le revêtement des zones visées à l'article 7 est aménagé en légère pente, de manière à assurer l'évacuation des eaux de ruissellement et de nettoyage.

Art. 8. Ces eaux sont dirigées vers un système de collecte et de drainage conçu et réalisé de manière à :

1° faciliter leur récupération;

2° éviter tout écoulement en dehors des limites des zones visées à l'article 7;

3° permettre leur passage dans un décanteur-déshuileur, dont l'effluent doit respecter les prescriptions du chapitre V ou évacuées vers une citerne à double parois, étanche, de capacité suffisante qui est régulièrement vidée par une entreprise agréée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets dangereux conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux.

Art. 9. Complémentaire aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le panneau, d'au moins 1 m² de superficie, est bien visible et lisible de la rue. Les informations relatives aux heures normales d'ouverture pour l'acceptation des déchets y sont insérées.

Art. 10. L'établissement dispose en tout temps des équipements techniques suivants :

1° une zone de chargement, de déchargement et de contrôle des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'intérieur du site comportant un pont-bascule ou un appareil de pesage, étalonné, et

2° un système informatique permettant le contrôle des entrées et sorties des déchets.

CHAPITRE III. — *Exploitation* Section 1^{re}. — Généralités

Art. 11. La destruction de déchets par combustion est interdite.

Art. 12. Aucun déchet d'équipements électriques et électroniques ne peut être déposé sur la voie publique aux abords de l'établissement. L'exploitant veille, en outre, à ce que les déchets ne soient pas aperçus de la rue. Des dispositions de nature à limiter les nuisances visuelles sont prescrites dans les conditions particulières.

Art. 13. Les conditions particulières fixent les capacités maximales de stockage, de regroupement, de tri, de pré-traitement et de traitement de l'établissement en fonction de la superficie du site et des moyens techniques.

Section 2. — *Contrôle et procédure de refus*

Art. 14. § 1^{er} La vérification de la conformité du déchet au regard de la spécificité de l'établissement incombe à l'exploitant.

§ 2. Dans le cas où un lot de déchets est refusé, l'exploitant est tenu d'en avertir immédiatement l'Office, par message télécopié. Ce message précise :

1° la nature, la quantité et l'origine des déchets refusés et leur numéro de code;

2° le motif du refus;

3° les noms, adresses du transporteur et du producteur ou du détenteur des déchets;

4° le numéro d'immatriculation ou tout mode d'identification du véhicule;

5° dans la mesure du possible, la destination envisagée pour les déchets refusés.

Les déchets doivent demeurer immobilisés dans l'établissement pendant un délai de trois heures à compter de l'envoi du message télécopié visé au § 2 ou jusqu'à réception de l'avis de l'Office autorisant l'évacuation des déchets.

§ 3. En l'absence de réaction de l'Office dans un délai de trois heures suivant l'envoi de la télécopie, l'évacuation de ces déchets est autorisée.

Dans la mesure où l'exploitant en est informé, il avise sans délai l'Office de la destination finale assignée des déchets, par message télécopié, lorsque cette destination est autre que celle qui lui a été communiquée par le message visé au § 2.

§ 4. Si un refus est constaté après 17 heures, et que l'Office ne peut être contacté, l'exploitant prend seul la décision d'autoriser le véhicule à quitter les lieux. Il informe l'Office par télécopie de sa décision en mentionnant la destination finale des déchets refusés.

Section 3. — Critères et procédures d'évacuation des déchets

Art. 15. Tous les contrats ou accords passés entre l'exploitant et les firmes ou organismes chargés de l'évacuation des déchets, de leur valorisation ou de leur élimination mentionnent explicitement les établissements où ils seront finalement éliminés ou valorisés. Ces mentions comportent obligatoirement :

1° les coordonnées de ces établissements;

2° toutes les informations utiles attestant que leur exploitation est couverte par toutes les autorisations requises et qu'ils sont régulièrement autorisés à accueillir les déchets visés.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et incendies

Art. 16. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 17. Le matériel de lutte contre l'incendie est en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans l'établissement.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

CHAPITRE V. — Eau

Art. 18. Les conditions de déversement d'eaux usées industrielles dans les eaux de surface sont fixées par les conditions particulières. Le déversement d'eaux usées industrielles dans les eaux souterraines est interdit.

CHAPITRE VI. — Air

Art. 19. Les conteneurs ou véhicules évacuant les déchets valorisables ou non, sont pourvus de bâches ou de filets, de manière à éviter tout envol lors du transport.

CHAPITRE VII. — Bruit et vibrations

Art. 20. Les précautions nécessaires sont prises pour que le bruit et les vibrations qui pourraient être engendrés par le fonctionnement notamment des presses, broyeurs, cisailles, transmissions, engins de manutention, ou par les procédés de travail mis en œuvre ne puissent nuire à la stabilité des constructions. Si nécessaire, des amortisseurs de vibrations adaptés sont placés entre le sol et le socle des machines.

CHAPITRE VIII. — Sûretés et assurances

Art. 21. La sûreté visée à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est toujours exigée pour chacun des établissements visés au présent arrêté.

Art. 22. L'exploitant est tenu de souscrire un contrat d'assurance d'un montant suffisant pour couvrir la responsabilité civile résultant des activités pour lesquelles l'autorisation est demandée. Le montant minimum est fixé par les conditions particulières.

CHAPITRE IX. — Cession et remise en état en fin d'exploitation

Art. 23. Outre la notification prévue à l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, la cession de l'acte d'autorisation est préalablement notifiée au fonctionnaire chargé de la surveillance et à l'Office.

Art. 24. En fin d'exploitation, les déchets sont évacués vers des établissements dûment autorisés.

Art. 25. Le matériel ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux est vidé, nettoyé, dégazé et le cas échéant décontaminé. Il est, si possible, enlevé.

CHAPITRE X. — Contrôle, autocontrôle et surveillance

Section 1^{re}. — Exploitation

Art. 26. Avant la mise en activité de l'établissement, l'exploitant porte à la connaissance du fonctionnaire technique le projet d'un plan de travail. Le fonctionnaire technique approuve le projet de plan dans un délai de trente jours à dater de la réception du projet. A défaut de décision dans le délai, le plan de travail est réputé approuvé. Dans les six mois de la mise en activité de l'établissement, l'exploitant est tenu de disposer du plan de travail définitif approuvé.

Art. 27. Ce plan de travail comprend :

1° les instructions nécessaires en vue d'assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'établissement, dans le respect des dispositions en matière de déchets;

2° les instructions nécessaires en vue d'assurer en permanence la propreté de l'établissement;

3° les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident;

4° l'organisation de la réception des lots de déchets;

5° l'organisation de l'évacuation des déchets.

Art. 28. Toute modification substantielle du plan de travail n'est permise que moyennant l'accord préalable du fonctionnaire technique.

Art. 29. Le plan de travail peut être complété et modifié à la requête du même fonctionnaire. Cette décision est notifiée à l'exploitant par écrit.

Section 2. — Registre

Art. 30. § 1^{er}. L'exploitant tient un registre des entrées et des sorties des déchets, où sont consignées, au jour le jour, les informations minimales suivantes :

1^o pour les entrées :

a) la date de chaque arrivage;
b) les coordonnées complètes du producteur pour autant qu'il soit univoquement identifiable ou, si ce n'est pas le cas, celle du collecteur ou du détenteur;

c) les coordonnées du collecteur des déchets;

d) la nature et le code des déchets visés, le caractère dangereux ou non des déchets visés;

e) le poids net du lot de déchets;

2^o pour les sorties :

a) la date de chaque enlèvement;

b) les coordonnées de la firme de transport;

c) les coordonnées du collecteur des déchets;

d) les coordonnées du destinataire;

e) la nature et le code des déchets, le caractère dangereux ou non des déchets visés;

f) le poids net du lot de déchets;

g) s'il échet, la mention de tout refus d'acceptation des déchets ainsi que tout accident ou incident en relation avec la protection de l'environnement et la sécurité du voisinage.

§ 2. Audit registre, sont annexés tous les documents : bordereaux de versage dans un centre d'enfouissement technique, certificats de réception, d'élimination, de valorisation, etc... permettant d'assurer que les dispositions en matière de gestion de déchets sont strictement observées. Ces documents sont conservés par l'exploitant pendant au moins cinq ans.

§ 3. L'exploitant est tenu d'adresser trimestriellement à l'Office une déclaration reprenant l'ensemble des informations consignées dans le registre.

§ 4. Le registre des entrées et des sorties et ses annexes éventuelles sont conservés au siège de l'exploitation et tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Section 3. — Eau

Art. 31. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, au siège d'exploitation, pendant au moins cinq ans, les bons d'évacuation, de valorisation et d'élimination des déchets issus de l'entretien du système de récolte et d'épuration des eaux.

TITRE II. — Installation de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Art. 32. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations visées par les rubriques 90.22.13 et 90.23.13 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Section 1^{re}. — Aménagements et équipements

Art. 33. L'établissement dispose en tout temps des équipements techniques suivants :

1^o une zone réservée au stockage (y compris le stockage temporaire) exclusif des DEE non dépollués;

2^o un atelier de dépollution et de démantèlement des déchets d'équipements électriques et électroniques;

3^o des dépôts destinés à recueillir tous les déchets issus des opérations de dépollution et de démantèlement non visés au 5^o ci-après, rangés suivant leur nature et notamment :

a) condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB);

b) composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage;

c) piles et accumulateurs;

d) cartes de circuits imprimés des téléphones mobiles, d'une manière générale, et d'autres dispositifs si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés;

e) cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur;

f) matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés;

g) déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante;

h) tubes cathodiques;

i) chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC);

j) lampes à décharge;

k) écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge;

l) câbles électriques extérieurs;

m) composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que visés dans l'arrêté royal du 15 janvier 1999 modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi et dans l'arrêté royal du 25 novembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement;

n) condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur > 25 mm, diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire);

4° une zone de stockage des pièces détachées récupérables;

5° une zone de stockage des déchets non dangereux;

6° un ou des conteneurs appropriés pour le stockage des piles et accumulateurs, des condensateurs contenant du PCB/PCT et autres déchets dangereux, tels que des déchets radioactifs.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Section 1^{re}. — Critères de dépollution et de démantèlement

Art. 34. L'établissement est équipé pour permettre au minimum de retirer de tout DEEE et de stocker séparément dans des réservoirs appropriés, tous les fluides et tous les éléments suivants :

a) condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB);

b) composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage;

c) piles et accumulateurs;

d) cartes de circuits imprimés des téléphones mobiles, d'une manière générale, et d'autres dispositifs si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés;

e) cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur;

f) matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés;

g) déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante;

h) tubes cathodiques;

i) chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC);

j) lampes à décharge;

k) écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge;

l) câbles électriques extérieurs;

m) composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que visés dans l'arrêté royal du 15 janvier 1999 modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi et dans l'arrêté royal du 25 novembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement;

n) condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur > 25 mm, diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire).

Art. 35. Les conditions particulières fixent les capacités maximales de stockage des composants issus des opérations de démantèlement et de dépollution fixées dans le présent arrêté.

Art. 36. Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants contenant des fluides ni les composants valorisables et les pièces de rechange.

Art. 37. L'exploitant confie :

1° les tubes cathodiques à une installation autorisée au sein de laquelle la couche fluorescente est enlevée;

2° les équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone ou présentant un potentiel global de réchauffement climatique (GWP) supérieur à 15, tels les mousses et les circuits de réfrigération, à une installation autorisée au sein de laquelle les dits gaz sont enlevés et traités;

3° les lampes à décharge à une installation autorisée au sein de laquelle le mercure est enlevé.

TITRE III. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le présent arrêté s'applique aux établissements existants au plus tard le 31 juillet 2004.

Art. 39. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mars 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 912

[2005/200936]

10. MÄRZ 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

Aufgrund des am 2. Juni 2004 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 37.101/04;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus; Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — Allgemeines**KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen**

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die europäische Richtlinie 2002/96/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Januar 2003 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA) teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die in den Rubriken 37.10.05, 37.20.12, 90.22.13 und 90.23.13 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten angeführten Anlagen oder Tätigkeiten anwendbar.

Art. 3 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA): die Abfälle im Sinne des Artikels 1, 18° und 18°bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung;

2° elektrische und elektronische Geräte (EEG): die Geräte im Sinne des Artikels 1, 17° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung;

3° Amt: das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) im Sinne des Artikels 2, 24° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

4° bereits vorhandene Betriebe: die Betriebe, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gebührend zugelassen wurden oder deren Betreibung durch eine Genehmigung gedeckt wird, die infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellt wurde, sowie die zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge.

KAPITEL II — Standort und Aufbau

Art. 4 - Um den gesamten Betrieb herum läuft eine mindestens 2 Meter hohe Maschendrahtumzäunung, die den Zugang außerhalb der Öffnungszeiten sowohl den Personen als auch den Fahrzeugen zweckmäßig verhindert.

Andere solide und ortsfeste materielle Mittel dürfen nur dann eingesetzt werden, wenn sie einen Schutzgrad bieten, der mindestens demjenigen der besagten Maschendrahtumzäunung entspricht.

Art. 5 - Die Ein- und Ausgänge des Betriebs sind mit festen Toren versehen, die mit einem zweckmäßigen Abschließsystem ausgerüstet sind. Diese Tore sind nur dann offen, wenn der Betreiber oder sein Beauftragter anwesend sind.

Art. 6 - Die Zonen für die Annahme, Lagerung, Zusammenstellung, Sortierung, Vorbehandlung und Behandlung werden derart hergerichtet, dass jegliches Eindringen in den Boden der verschiedenen Flüssigkeiten und anderen Nebenstoffe, die den Boden und Untergrund verschmutzen können, verhindert wird. Sie sind chemisch inert entgegen diesen flüssigen Schadstoffen und werden ständig in gutem Zustand erhalten. Außerdem sind sie mit einer wetterbeständigen Überdeckung versehen.

Art. 7 - Der Bodenbelag der in Artikel 7 erwähnten Zonen weist eine leichte Schräge auf, sodass das Niederschlags- und Reinigungswasser gut abfließen kann.

Art. 8 - Dieses Abflusswasser wird in ein Sammel- und Dräniersystem geführt, das so konstruiert und ausgeführt wurde, dass:

1° das Abflusswasser auf einfache Weise gesammelt werden kann;

2° jegliches Abfließen außerhalb der Grenzen der in Artikel 7 erwähnten Zonen vermieden wird;

3° das Abflusswasser durch ein ölabscheidendes Absetzbecken fließen kann; das aus dieser Vorrichtung abfließende Wasser muss den Auflagen von Kapitel V genügen. Alternativ kann das Abflusswasser auch in einem doppelwandigen, undurchlässigen Behälter mit genügendem Fassungsvermögen gesammelt werden, der regelmäßig von einem als Sammler und Transportunternehmer von gefährlichen Abfällen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über gefährliche Abfälle anerkannten Betrieb entleert wird.

Art. 9 - Zusätzlich zu den Vorschriften von Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe wird ein mindestens 1 m² großes, von der Straße aus gut sichtbares und lesbares Schild angebracht. Auf diesem Schild werden die Informationen bezüglich der normalen Öffnungszeiten für die Aufnahme der Abfälle angegeben.

Art. 10 - Der Betrieb verfügt jederzeit über die folgenden technischen Ausrüstungen:

- 1° eine Zone für die Ladung, Entladung und Kontrolle der Elektro- und Elektronik-Altgeräte innerhalb des Betriebsgeländes mit einer geeichten Brückenwaage oder einem Wiegegerät und
- 2° ein EDV-System, das die Kontrolle der Ein- und Ausgänge von Abfällen ermöglicht.

KAPITEL III — *Betrieb* Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 11 - Die Vernichtung der Abfälle durch Verbrennung ist untersagt.

Art. 12 - Es darf kein Elektro- und Elektronik-Altgerät auf der öffentlichen Straße in der Umgebung des Betriebs abgestellt werden. Außerdem sorgt der Betreiber dafür, dass die Abfälle nicht von der Straße aus sichtbar sind. In den Sonderbedingungen sind Vorkehrungen vorgeschrieben, durch die die visuellen Belästigungen eingeschränkt werden können.

Art. 13 - In den Sonderbedingungen werden je nach der Fläche des Geländes und den technischen Mitteln die maximalen Lager-, Zusammenstellungs-, Sortierungs-, Vorbehandlungs- und Behandlungskapazitäten des Betriebs festgelegt.

Abschnitt 2 — Kontrolle und Ablehnungsverfahren

Art. 14 - § 1. Die Überprüfung der Konformität des Abfalls in Anbetracht der Spezifität des Betriebs obliegt dem Betreiber.

§ 2. Falls eine Abfallmenge abgelehnt wird, ist der Betreiber verpflichtet, unverzüglich das Amt per Telefax davon in Kenntnis zu setzen. In dieser Meldung wird Folgendes angegeben:

- 1° die Art, Menge und Herkunft der abgelehnten Abfälle und deren Codenummer;
- 2° der Ablehnungsgrund;
- 3° Namen und Anschriften des Transportunternehmers und des Abfallerzeugers oder -besitzers;
- 4° das amtliche Kennzeichen oder jegliche Art der Identifizierung des Fahrzeugs;
- 5° im Rahmen des Möglichen der für die abgelehnten Abfälle vorgesehene Bestimmungsort.

Die Abfälle müssen während einer Frist von drei Stunden ab der Absendung des in § 2 erwähnten Telefax oder bis zum Eingang der Mitteilung des Amtes zwecks der Zulassung der Beseitigung der Abfälle immobilisiert bleiben.

§ 3. In Ermangelung einer Antwort seitens des Amtes innerhalb einer Frist von drei Stunden ab der Absendung des Telefax wird die Beseitigung der Abfälle zugelassen.

Insofern der Betreiber über den Endbestimmungsort informiert ist, der den Abfällen zugewiesen wurde, setzt er das Amt unverzüglich per Telefax davon in Kenntnis, wenn es sich um einen anderen Bestimmungsort handelt, als denjenigen, der ihm durch die in § 2 erwähnte Meldung übermittelt wurde.

§ 4. Falls eine Ablehnung nach 17 Uhr festgestellt wird und das Amt nicht erreicht werden kann, trifft der Besitzer allein die Entscheidung, ob das Fahrzeug den Ort verlassen darf. Er setzt das Amt per Telefax unter Angabe des Endbestimmungsorts der abgelehnten Abfälle von seinem Beschluss in Kenntnis.

Abschnitt 3 — Kriterien und Verfahren für die Abfallbeseitigung

Art. 15 - Die gesamten Verträge oder Vereinbarungen zwischen dem Betreiber und den Firmen oder Einrichtungen, die mit der Entsorgung, Verwertung oder Beseitigung beauftragt sind, geben ausdrücklich die Anlagen an, in denen die Abfälle letztendlich entsorgt und verwertet werden. Diese Angaben enthalten zwangsläufig:

- 1° die Bezeichnung und Anschrift dieser Anlagen oder Unternehmen;
- 2° die gesamten notwendigen Informationen, die bestätigen, dass ihr Betrieb durch die gesamten erforderlichen Genehmigungen gedeckt ist und dass Ihnen ordnungsgemäß erlaubt wird, die erwähnten Abfälle aufzunehmen.

KAPITEL IV — *Verhütung der Unfälle und Brände*

Art. 16 - Vor der Umsetzung des Projekts und vor jeder Änderung der Örtlichkeiten und/oder Betriebsbedingungen, die eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers mit sich bringen kann, lässt sich der Betreiber von dem örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen für die Verhütung und Bekämpfung von Feuer und Explosionen beraten, unter dem Gesichtspunkt des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 17 - Die Ausrüstungen zur Feuerbekämpfung sind in gutem Betriebszustand und vor dem Frost geschützt zu halten; sie müssen auf geeignete Weise gekennzeichnet, zugänglich und im ganzen Betrieb verteilt sein.

Diese Ausrüstungen werden jährlich kontrolliert und der Betreiber hat für die Qualität der Brandlöschmittel zu sorgen.

KAPITEL V — *Wasser*

Art. 18 - Die Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers in die Oberflächengewässer werden in den Sonderbedingungen festgelegt. Die Einleitung von industriellem Abwasser in das Grundwasser ist untersagt.

KAPITEL VI — *Luft*

Art. 19 - Die Behälter oder Fahrzeuge, mit denen die verwertbaren oder nichtverwertbaren Abfälle abtransportiert werden, werden derart mit Planen oder Netzen versehen, dass während des Transports nichts von der Ladung aufliegen kann.

KAPITEL VII — *Lärm und Schwingungen*

Art. 20 - Die erforderlichen Vorsorgemaßnahmen werden getroffen, damit der Lärm und die Schwingungen, die auf Pressen, Zerkleinerungsgeräte, Scheren, Antriebsaggregate, Fördergeräte oder auf die benutzten Arbeitsvorgänge zurückzuführen wären, der Stabilität der Bauten nicht schaden können. Falls es nötig ist, werden Schwingungsdämpfer zwischen dem Boden und dem Sockel der Maschinen angebracht.

KAPITEL VIII — *Sicherheiten und Versicherungen*

Art. 21 - Die in Art. 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Sicherheitsleistung wird für jeden der Betriebe im Sinne des vorliegenden Erlasses stets gefordert.

Art. 22 - Der Betreiber ist verpflichtet, einen Versicherungsvertrag für einen Betrag abzuschließen, der zureichend ist, um die zivilrechtliche Haftung zu decken, die sich aus den Tätigkeiten ergibt, für welche die Genehmigung beantragt wird. Der Mindestbetrag wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

KAPITEL IX — *Abtretung und Wiederinstandsetzung am Ende der Betriebstätigkeit*

Art. 23 - Über die in Art. 60 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung angeführte Erklärung hinaus, muss die Abtretung des Genehmigungsakts zuvor dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem Amt mitgeteilt werden.

Art. 24 - Am Ende der Betriebstätigkeit werden die Abfälle in ordnungsgemäß genehmigte Betriebe gebracht.

Art. 25 - Das Material, das Produkte enthalten hat, die das Wasser verschmutzen konnten, werden entleert, gereinigt, entgast und gegebenenfalls dekontaminiert. Wenn möglich wird es entfernt.

KAPITEL X — *Kontrolle, Selbstkontrolle und Überwachung*
Abschnitt 1 — Betrieb

Art. 26 - Vor der Inbetriebnahme des Betriebs informiert der Betreiber den technischen Beamten über den Entwurf eines Arbeitsplans. Der technische Beamte genehmigt diesen Planentwurf innerhalb von dreißig Tagen ab dessen Eingang. Falls innerhalb dieser Frist kein Beschluss vorliegt, gilt der Arbeitsplan als genehmigt. Innerhalb von sechs Monaten nach der Inbetriebnahme des Betriebs muss der Betreiber über den endgültigen und genehmigten Arbeitsplan verfügen.

Art. 27 - Dieser Arbeitsplan umfasst:

1° die notwendigen Anweisungen, damit die gute Arbeitsweise des Betriebs jederzeit unter Einhaltung der Bestimmungen über die Abfälle gewährleistet werden kann;

2° die notwendigen Anweisungen, damit die Sauberkeit des Betriebs jederzeit gewährleistet werden kann;

3° die Anweisungen für das Personal bei Brand oder Unfällen;

4° die Organisation der Annahme der Abfallmengen;

5° die Organisation der Beseitigung der Abfälle.

Art. 28 - Eine wesentliche Änderung des Arbeitsplans wird nur dann erlaubt, wenn der technische Beamte im Voraus seine schriftliche Zustimmung gegeben hat.

Art. 29 - Der Arbeitsplan kann auf Anfrage desselben Beamten ergänzt bzw. geändert werden. Dieser Beschluss wird dem Betreiber schriftlich mitgeteilt.

Abschnitt 2 — Register

Art. 30 - § 1. Der Betreiber führt ein Register der ein- und ausgehenden Abfälle, in dem täglich mindestens folgende Informationen eingetragen werden:

1° für die Eingänge:

a) das Datum eines jeden Eingangs;

b) der vollständige Namen und die Anschrift des Erzeugers, insofern dieser eindeutig identifizierbar ist oder, wenn dies nicht der Fall ist, Name und Anschrift des Sammlers oder Besitzers;

c) Name und Anschrift des Sammlers der Abfälle;

d) die Art und die Codenummer der erwähnten Abfälle, die Gefährlichkeit oder Ungefährlichkeit der betroffenen Abfälle;

e) das Nettogewicht der Abfallmenge;

2° für die Ausgänge:

a) das Datum eines jeden Ausgangs;

b) die Bezeichnung und Anschrift des Transportunternehmens;

c) Name und Anschrift des Sammlers der Abfälle;

d) Name und Anschrift des Empfängers;

e) die Art und die Codenummer der Abfälle, die Gefährlichkeit oder Ungefährlichkeit der betroffenen Abfälle;

f) das Nettogewicht der Abfallmenge;

g) gegebenenfalls die Angabe einer jeden Ablehnung für die Annahme der Abfälle, sowie jeden Unfall oder Zwischenfall im Zusammenhang mit dem Umweltschutz und der Sicherheit der Umgebung.

§ 2. Dem besagten Register werden die gesamten Unterlagen, wie z.B. die Scheine betreffend die Verschüttung in ein technisches Vergrabungszentrum, die Aufnahme-, Beseitigungs- und Verwertungsbescheinigungen usw. beigelegt, durch die sichergestellt wird, dass die Vorkehrungen in Sachen Abfallbewirtschaftung streng eingehalten werden. Diese Unterlagen werden von dem Betreiber während mindestens fünf Jahren aufbewahrt.

§ 3. Der Betreiber ist dreimal jährlich verpflichtet, dem Amt eine Erklärung zu übermitteln, in der die gesamten, in dem Register eingetragenen Informationen enthalten sind.

§ 4. Das Register der Ein- und Ausgänge und seine eventuellen Anlagen werden im Betriebssitz aufbewahrt und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Abschnitt 3 — Wasser

Art. 31 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten während mindestens fünf Jahren die Belege bezüglich der Entsorgung, Verwertung und Beseitigung der aus der Unterhaltung des Abwassersammel- und -klärsystems herrührenden Abfälle im Betriebssitz zur Verfügung.

TITEL II — Anlage für die Vorbehandlung und Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA)

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Art. 32 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die in den Rubriken 90.22.13 und 90.23.13 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten angeführten Anlagen anwendbar.

KAPITEL II — Standort und Aufbau

Abschnitt 1 — Ausstattungen und Ausrüstungen

Art. 33 - Der Betrieb verfügt jederzeit über die folgenden technischen Ausrüstungen:

1° eine Zone, die für die ausschließliche Lagerung (einschließlich der Zwischenlagerung) der nicht entschlutzten EEA bestimmt ist;

2° eine Werkstatt für die Entschmutzung und Zerlegung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte;

3° Lager, die dazu bestimmt sind, alle aus den Entschmutzungs- und Zerlegungsvorgängen herrührenden Abfälle zu sammeln, die nicht im nachstehenden Punkt 5° erwähnt und je nach ihrer Art geordnet werden, und zwar insbesondere:

- a) polychlorierte Biphenyle (PCB) enthaltende Kondensatoren;
 - b) quecksilberhaltige Bauteile, wie Schalter oder Lampen für Hintergrundbeleuchtung;
 - c) Batterien und Akkus;
 - d) Leiterplatten von Mobiltelefonen generell sowie von sonstigen Geräten, wenn die Oberfläche der Leiterplatte größer ist als 10 Quadratzentimeter;
 - e) Tonerkartuschen, flüssig und pastös, und Farbtoner;
 - f) Kunststoffe, die bromierte Flammschutzmittel enthalten;
 - g) Asbestabfall und Bauteile, die Asbest enthalten;
 - h) Kathodenstrahlröhren;
 - i) Fluorchlorkohlenwasserstoffe (FCKW), teilhalogenierte Fluorchlorkohlenwasserstoffe (H-FCKW) oder teilhalogenierte Fluorkohlenwasserstoffe (H-FKW), Kohlenwasserstoffe (KW);
 - j) Gasentladungslampen;
 - k) Flüssigkristallanzeigen (gegebenenfalls zusammen mit dem Gehäuse) mit einer Oberfläche von mehr als 100 Quadratzentimetern und hintergrundbeleuchtete Anzeigen mit Gasentladungslampen;
 - l) externe elektrische Leitungen;
 - m) Bauteile, die feuerfeste Keramikfasern gemäß dem Königlichen Erlass vom 15. Januar 1999 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. Januar 1993 zur Regelung der Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung der gefährlichen Zubereitungen im Hinblick auf deren Inverkehrbringung oder Verwendung, sowie gemäß dem Königlichen Erlass vom 25. November 1999 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 24. Mai 1982 zur Regelung der Inverkehrbringung von Stoffen, die für den Menschen und die Umwelt gefährlich sein können, enthalten;
 - n) Elektrolyt-Kondensatoren, die gefährliche Stoffe enthalten (Höhe > 25 mm; Durchmesser: > 25 mm oder proportional ähnliches Volumen);
- 4° eine Lagerzone für die wiederverwertbaren Einzelteile;
- 5° eine Lagerzone für die ungefährlichen Abfälle;
- 6° einen oder mehrere Behälter, die für die Lagerung der Batterien und Akkus, der PCB/PCT enthaltenden Kondensatoren und der anderen Abfälle wie radioaktive Abfälle angemessen sind.

KAPITEL III — Betrieb

Abschnitt 1 — Kriterien für die Entschmutzung und die Zerlegung

Art. 34 - Der Betrieb ist derart ausgestattet, dass alle nachstehenden Flüssigkeiten und Komponenten zumindest aus den EEA entfernt und getrennt in angemessenen Behältern gelagert werden können:

- a) polychlorierte Biphenyle (PCB) enthaltende Kondensatoren;
- b) quecksilberhaltige Bauteile, wie Schalter oder Lampen für Hintergrundbeleuchtung;
- c) Batterien und Akkus;
- d) Leiterplatten von Mobiltelefonen generell sowie von sonstigen Geräten, wenn die Oberfläche der Leiterplatte größer ist als 10 Quadratzentimeter;
- e) Tonerkartuschen, flüssig und pastös, und Farbtoner;
- f) Kunststoffe, die bromierte Flammschutzmittel enthalten;
- g) Asbestabfall und Bauteile, die Asbest enthalten;
- h) Kathodenstrahlröhren;
- i) Fluorchlorkohlenwasserstoffe (FCKW), teilhalogenierte Fluorchlorkohlenwasserstoffe (H-FCKW) oder teilhalogenierte Fluorkohlenwasserstoffe (H-FKW), Kohlenwasserstoffe (KW);
- j) Gasentladungslampen;

k) Flüssigkristallanzeigen (gegevenenfalls zusammen mit dem Gehäuse) mit einer Oberfläche von mehr als 100 Quadratcentimetern und hintergrundbeleuchtete Anzeigen mit Gasentladungslampen;

l) externe elektrische Leitungen;

m) Bauteile, die feuerfeste Keramikfasern gemäß dem Königlichen Erlass vom 15. Januar 1999 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. Januar 1993 zur Regelung der Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung der gefährlichen Zubereitungen im Hinblick auf deren Inverkehrbringung oder Verwendung, sowie gemäß dem Königlichen Erlass vom 25. November 1999 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 24. Mai 1982 zur Regelung der Inverkehrbringung von Stoffen, die für den Menschen und die Umwelt gefährlich sein können, enthalten;

n) Elektrolyt-Kondensatoren, die gefährliche Stoffe enthalten (Höhe > 25 mm; Durchmesser: > 25 mm oder proportional ähnliches Volumen).

Art. 35 - In den Sonderbedingungen werden die maximalen Lagerkapazitäten für die aus den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Zerlegungs- und Entschmutzungsvorgängen herrührenden Bestandteile festgelegt.

Art. 36 - Die Lagerung ist so durchzuführen, dass die Bauteile, die Flüssigkeiten enthalten, die verwertbaren Bauteile und die Ersatzteile nicht beschädigt werden.

Art. 37 - Der Betreiber übergibt:

1° die Kathodenstrahlröhren einer zugelassenen Anlage, in der die fluoreszierende Beschichtung entfernt wird;

2° die Geräte, die Gase enthalten, die ozonschädigend sind oder ein Erderwärmungspotenzial (GWP) von mehr als 15 haben, wie Schaum und Kühlkreisläufe, einer zugelassenen Anlage, in der diese Gase entfernt und behandelt werden;

3° die Gasentladungslampen einer zugelassenen Anlage, in der das Quecksilber entfernt wird.

TITEL III — Übergangs-, Abweichungs- und Schlussbestimmungen

Art. 38 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Dieser Erlass ist auf die bestehenden Betriebe spätestens am 31. Juli 2004 anwendbar.

Art. 39 - Der Minister der Umwelt ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. März 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 912

[2005/200936]

10 MAART 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van dertig dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 37.101/04, gegeven op 2 juni 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2002/96/CE van het Europees Parlement en van de Raad van 27 januari 2003 betreffende de afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA) gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties en activiteiten bedoeld in de rubrieken 37.10.05, 37.20.12, 90.22.13 en 90.23.13 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 3. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° afval van elektrische of elektronische apparatuur (AEEA) : de afvalstoffen zoals omschreven in de artikelen 1, 18° en 18bis, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan;

2° elektrische en elektronische apparatuur (EEA) : apparatuur zoals omschreven in artikel 1, 17°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan;

3° Dienst : de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) zoals bedoeld in artikel 2, 23°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

4° bestaande inrichtingen : inrichtingen die behoorlijk vergund zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit of waarvan de exploitatie gedekt is door een vergunning verleend na indiening van een aanvraag vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, alsmede van de aanvragen tot vergunning ingediend tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 4. De inrichting wordt over haar gezamenlijke omtrek afgeschermd door een afgerasterde omheining van minstens twee meter hoog om op doeltreffende wijze te verhinderen dat personen noch voertuigen er zich buiten de openingsuren toegang toe kunnen verschaffen.

Andere materiële middelen, vast van aard en blijvend geplaatst, mogen enkel worden gebruikt voorzover de beschermingsgraad die zij waarborgen minstens even groot is als die van de omheining.

Art. 5. De in- en uitgang van de inrichting zijn voorzien van stevige en met een efficiënte vergrendeling uitgeruste poorten. De poorten mogen enkel open blijven wanneer de exploitant of diens vertegenwoordiger aanwezig zijn.

Art. 6. De ontvangst-, opslag-, inzamel-, sorteer-, voorbehandelings- en behandelingsruimten worden zo ingericht dat het doordringen in de grond van de diverse vloeistoffen en andere verwante producten die de grond en de ondergrond zouden kunnen verontreinigen voorkomen kan worden. Ze zijn scheikundig inert t.o.v. die vloeibare verontreinigende stoffen en bevinden zich constant in een goede staat van onderhoud. Ze worden bovendien voorzien van een weerbestedende afdekking.

Art. 7. De ruimten bedoeld in artikel 6 worden van een licht hellende afdekking voorzien om de afvoer van afvloeiend water en reinigingswater toe te laten.

Art. 8. Dat water wordt afgevoerd naar een inzamel- en dreinersysteem dat op dusdanige wijze ontworpen en uitgevoerd is dat :

1° het water weer makkelijk opgevangen kan worden;

2° elke afvloeiing buiten de grenzen van de in artikel 7 bedoelde ruimten voorkomen kan worden;

3° het water ofwel via een decanteer- en ontolietoestel vloeit, waarvan het effluent aan de voorschriften van hoofdstuk V voldoet, ofwel afgeleid wordt naar een dubbelwandige, waterdichte opslagtank die over een voldoende capaciteit beschikt en regelmatig leeggepompt wordt door een onderneming erkend als inzamelaar en vervoerder van gevaarlijke afvalstoffen overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 9. In aanvulling op de voorschriften van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning is het bord (minstens 1 m² oppervlakte) goed zicht- en leesbaar vanop de straat. Het bord vermeldt de gewone openingsuren voor de afvalaanvoer.

Art. 10. De inrichting beschikt constant over de volgende technische uitrustingen :

1° een ruimte voor het laden, lossen en controleren van de afgedankte elektrische en elektronische apparatuur op de site van het bedrijf, met een geijkte weegbrug of -apparatuur, en

2° een informaticasysteem voor de controle op de aan- en weggevoerde afval.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie* *Afdeling 1. — Algemeen*

Art. 11. Het is verboden afvalstoffen door verbranding te vernietigen.

Art. 12. Er mag geen afgedankte elektrische en elektronische apparatuur op de openbare weg in de buurt van de inrichting achtergelaten worden. De exploitant zorgt ervoor dat de afvalstoffen niet zichtbaar zijn vanop de straat. De bijzondere voorwaarden voorzien in maatregelen om visuele hinder te beperken.

Art. 13. De maximale opslag-, inzamel-, sorteer-, voorbehandelings- en behandelingscapaciteiten van de inrichting liggen vast in de bijzondere voorwaarden. Hierbij wordt rekening gehouden met de oppervlakte van de site en met de technische middelen.

Afdeling 2. — Controle en weigeringsprocedure

Art. 14. § 1. De exploitant gaat na of de afval beantwoordt aan het specifieke karakter van de inrichting.

§ 2. Bij weigering van een partij afvalstoffen verwittigt de exploitant onmiddellijk de Dienst per fax, waarin de volgende gegevens vermeld worden :

1° de aard, hoeveelheid en herkomst van de geweigerde afvalstoffen en de codenummer ervan;

2° de reden van de weigering;

3° de naam en het adres van de vervoerder en de producent of houder van de afvalstoffen;

4° de nummerplaat of elke methode ter identificatie van het voertuig;

5° in de mate van het mogelijke de voorziene bestemming van de geweigerde afvalstoffen.

De afvalstoffen blijven in de inrichting gedurende drie uur na de verzending van de fax bedoeld in § 2 of tot de ontvangst van een bericht waarbij de Dienst de toestemming geeft om ze weg te voeren.

§ 3. Bij gebrek aan reactie van de Dienst binnen drie uur na het opsturen van de fax mogen de afvalstoffen weggevoerd worden.

Voorzover hij daarvan op de hoogte is gebracht, geeft de exploitant de Dienst zo spoedig mogelijk kennis per fax van de eindbestemming van de afvalstoffen als ze verschilt van die vermeld in de fax bedoeld in § 2.

§ 4. Als een weigering na 17 uur wordt vastgesteld en als de Dienst niet kan worden verwittigd, neemt de exploitant alleen de beslissing het voertuig te laten vertrekken. Hij deelt zijn beslissing per fax mee aan de Dienst en vermeldt daarbij de eindbestemming van de geweigerde afvalstoffen.

Afdeling 3. — Criteria en procedures voor de afvalafvoer

Art. 15. Alle contracten en overeenkomsten gesloten tussen de exploitant en de firma's of instellingen die instaan voor de afvoer, valorisatie of verwijdering van de afvalstoffen, vermelden uitdrukkelijk de inrichtingen waar zij uiteindelijk verwijderd of gevaloriseerd zullen worden. Daarbij worden de volgende gegevens meegedeeld :

1° het adres en verdere gegevens betreffende die inrichtingen;

2° alle nuttige gegevens waaruit blijkt dat ze over de vereiste exploitatievergunningen beschikken en regelmatig vergund zijn om bedoelde afval op te vangen.

HOOFDSTUK IV. — Ongevallen- en brandpreventie

Art. 16. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de bedrijfsomstandigheden die aanleiding zouden kunnen geven tot een wijziging van het gevaar voor brand en brandverspreiding, wint de exploitant het advies in van de territoriaal bevoegde brandweerdienst i.v.m. de te treffen maatregelen en de inzake brand- en ontploffingspreventie en -bestrijding aan te brengen apparatuur, met inachtneming van de bescherming van publiek en milieu.

Art. 17. Het brandbestrijdingsmaterieel is in goede staat van werking, vorstbestendig, goed aangegeven, toegankelijk en over de inrichting verspreid.

Bedoeld materieel wordt jaarlijks gecontroleerd en de exploitant ziet toe op de kwaliteit van de brandblusproducten.

HOOFDSTUK V. — Water

Art. 18. De voorwaarden voor het lozen van industrieel afvalwater in het oppervlaktewater liggen vast in de bijzondere voorwaarden. Het is verboden industrieel afvalwater in ondergronds water te lozen.

HOOFDSTUK VI. — Lucht

Art. 19. Containers of voertuigen die al dan niet valoriseerbare afvalstoffen afvoeren zijn met zeilen of netten uitgerust om tijdens het vervoer afvalverspreiding in de lucht te voorkomen.

HOOFDSTUK VII. — Geluid en trillingen

Art. 20. De nodige voorzorgsmaatregelen worden getroffen om te voorkomen dat de stabiliteit van de bouwwerken schade wordt toegebracht door het geluid en de trillingen voorgebracht door de werking van o.a. persen, shredders, metaalsnijders, transmissies, laad- en losmachines of werkprocessen. Indien nodig worden tussen de bodem en de bodemplaat waarop de machines rusten geschikte schokdempers geplaatst.

HOOFDSTUK VIII. — Zekerheden en verzekeringen

Art. 21. De zekerheid bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning is steeds vereist voor elke inrichting bedoeld in dit besluit.

Art. 22. De exploitant sluit een verzekeringscontract waarvan het bedrag volstaat om de burgerlijke aansprakelijkheid te dekken i.v.m. de activiteiten waarvoor de vergunning wordt aangevraagd. Het minimumbedrag ligt vast in de bijzondere voorwaarden.

HOOFDSTUK IX. — Overdracht en herstel na exploitatie

Art. 23. Naast de kennisgeving bedoeld in artikel 60 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de toezichthoudende ambtenaar en de Dienst in kennis gesteld van de overdracht van de vergunningsakte.

Art. 24. Na afloop van de exploitatie worden de afvalstoffen naar behoorlijk vergunde installaties afgevoerd.

Art. 25. Materieel bevattende producten die het water zouden kunnen verontreinigen, wordt leeggemaakt, gereinigd, ontgast en, in voorkomend geval, ontsmet. Indien mogelijk wordt het verwijderd.

HOOFDSTUK IX. — Controle, autocontrole en toezicht
Afdeling 1. — Exploitatie

Art. 26. Vooraleer de inrichting in bedrijf te stellen, legt de exploitant een ontwerp van werkplan over aan de technisch ambtenaar. De technisch ambtenaar keurt het ontwerp-plan goed binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst ervan. Indien binnen die termijn geen beslissing getroffen wordt, wordt het werkplan geacht goedgekeurd te zijn. De exploitant moet over het goedgekeurde definitieve werkplan beschikken binnen zes maanden na de inbedrijfstelling van de inrichting.

Art. 27. Het werkplan bevat :

1° de nodige voorschriften om in alle omstandigheden de vlotte werking van de inrichting te garanderen, met inachtneming van de bepalingen inzake afvalstoffen;

2° de nodige voorschriften om de inrichting constant zuiver te houden;

3° de instructies voor het personeel in geval van brand of ongeval;

4° de organisatie van de opvang van de partijen afval;

5° de organisatie voor de afvalafvoer.

Art. 28. Belangrijke wijzigingen mogen slechts met de voorafgaandelijke toestemming van de technisch ambtenaar in het werkplan aangebracht worden.

Art. 29. Het werkplan kan op verzoek van diezelfde ambtenaar aangevuld en gewijzigd worden. Die beslissing wordt schriftelijk meegedeeld aan de exploitant.

Afdeling 2. — Register

Art. 30. § 1. De exploitant houdt een register van de aan- en afgevoerde afvalstoffen bij waarin dagelijks minstens de volgende gegevens vermeld worden :

1° voor de aangevoerde afval :

a) de datum van elke aankomst;

b) de volledige personalia van de producent voorzover hij eenduidig identificeerbaar is of, zo niet, die van de inzamelaar of van de houder van de afval;

c) de personalia van de afvalinzamelaar;

d) de aard en de code van bedoelde afval, het al dan niet gevaarlijke karakter ervan;

e) het nettogewicht van de partij afval;

2° voor de afgevoerde afval :

a) de afvoerdatum;

b) het adres en verdere gegevens betreffende de transportfirma;

c) de personalia van de inzamelaar van de afval;

d) de personalia van de bestemming;

e) de aard en de code van de afvalstoffen, het al dan niet gevaarlijke karakter ervan;

f) het nettogewicht van de partij afval;

g) in voorkomend geval, de melding van elke weigering tot aanvaarding van de afvalstoffen, alsmede elk ongeval of voorval i.v.m. milieubescherming of met de veiligheid van de omgeving.

§ 2. Het register gaat vergezeld van de volgende stukken : de bewijzen van afvalstorting in een technisch ingravingscentrum, de ontvangst-, verwijderings-, valorisatiecertificaten, enz. waaruit blijkt dat de voorschriften inzake afvalbeheer nauwkeurig worden nageleefd. De exploitant bewaart deze stukken minstens vijf jaar.

§ 3. De exploitant bezorgt de Dienst elk kwartaal een aangifte bevattende alle in het register bijgehouden gegevens.

§ 4. Het register van de aan- en afgevoerde afval wordt, eventueel met de desbetreffende bijlagen, op de zetel van het bedrijf bewaard en ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar gelegd.

Afdeling 3. — Water

Art. 31. De bewijzen van de afvoer, valorisatie en verwijdering van de afval die voortkomt uit het onderhoud van het systeem voor wateropvang en -zuivering worden minstens vijf jaar door de exploitant ter beschikking gesteld van de toezichthoudende ambtenaar.

TITEL II. — Installatie voor de voorbehandeling en de behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA)

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving en toepassingsgebied

Art. 32. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties bedoeld in de rubrieken 90.22.13 en 90.23.13 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Afdeling 1. — Inrichtingen en uitrustingen

Art. 33. De inrichting beschikt constant over de volgende technische uitrustingen :

1° een ruimte voor de exclusieve opslag (tijdelijke opslag inbegrepen) van niet-ontsmette AEEA;

2° een werkplaats voor de ontsmetting en de ontmanteling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur;

3° opslagplaatsen voor de opvang van afval uit ontsmettings- en ontmantelingshandelingen die niet opgenomen zijn in 5° hieronder, gesorteerd volgens de aard ervan en meer bepaald :

a) polychloorbifenylen (PCB)-houdende condensatoren;

b) kwikhoudende onderdelen zoals schakelaars en lampen voor achtergrondverlichting;

c) batterijen en accu's;

d) printplaten van mobiele telefoons in het algemeen en van andere apparaten indien de oppervlakte van de printplaat meer dan 10 cm² bedraagt;

e) tonercassettes met vloeibare of pasteuze toner, en kleurentoner;

f) kunststoffen die gebromeerde brandvertragers bevatten;

g) asbestafval en onderdelen die asbest bevatten;

h) beeldbuizen;

i) chloorfluorkoolwaterstoffen (CFK's en HCFK's of fluorkoolwaterstoffen HFK's), koolwaterstoffen (HC's);

j) gasontladingslampen;

k) LCD-schermen (in voorkomend geval met toebehoren) met een oppervlak van meer dan 100 cm² en schermen met achtergrondverlichting met behulp van gasontladingslampen;

l) uitwendige elektrische kabels;

m) onderdelen die vuurvaste keramische vezels bevatten zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 15 januari 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan en in het koninklijk besluit van 25 november 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu.

n) elektrolytische condensatoren die tot bezorgdheid aanleiding gevende stoffen bevatten (hoogte > 25 mm, diameter > 25 mm of met een naar verhouding vergelijkbaar volume);

- 4° een ruimte voor het opslaan van terugwinbare losse onderdelen;
- 5° een ruimte voor het opslaan van niet-gevaarlijke afvalstoffen;
- 6° één of meer gepaste containers voor het opslaan van batterijen, PCB/PCT's en andere gevaarlijke afvalstoffen (zoals radioactieve afval) houdende condensatoren.

HOOFDSTUK III — Exploitatie
Afdeling 1. — Ontsmettings- ontmantelingscriteria

Art. 34. De inrichting is uitgerust om minstens alle vloeistoffen en de hierna vermelde elementen uit elke AEEA te verwijderen en afzonderlijk in geschikte tanks op te slaan :

- a) polychloorbifenyyl (PCB)-houdende condensatoren;
- b) kwikhoudende onderdelen zoals schakelaars en lampen voor achtergrondverlichting;
- c) batterijen en accu's;
- d) printplaten van mobiele telefoons in het algemeen en van andere apparaten indien de oppervlakte van de printplaat meer dan 10 cm² bedraagt;
- e) tonercassettes met vloeibare of pasteuze toner, en kleurentoner;
- f) kunststoffen die gebromeerde brandvertragers bevatten;
- g) asbestafval en onderdelen die asbest bevatten;
- h) beeldbuizen;
- i) chloorfluorkoolwaterstoffen (CFK's en HCFK's of fluorkoolwaterstoffen HFK's), koolwaterstoffen (HC's);
- j) gasontladingslampen;
- k) LCD-schermen (in voorkomend geval met toebehoren) met een oppervlak van meer dan 100 cm² en schermen met achtergrondverlichting met behulp van gasontladingslampen;
- l) uitwendige elektrische kabels;
- m) onderdelen die vuurvaste keramische vezels bevatten zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 15 januari 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan en in het koninklijk besluit van 25 november 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu.
- n) elektrolytische condensatoren die tot bezorgdheid aanleiding gevende stoffen bevatten (hoogte > 25 mm, diameter > 25 mm, of met een naar verhouding vergelijkbaar volume).

Art. 35. De bijzondere voorwaarden bepalen de maximumcapaciteiten tot opslag van de bestanddelen die voorkomen uit de onsmettings- en ontmantelingshandelingen waarin dit besluit voorziet.

Art. 36. Bij de opslaghandelingen wordt ervoor gezorgd dat de bestanddelen die vloeistoffen bevatten, de valoriseerbare bestanddelen en de reserveonderdelen niet beschadigd worden.

Art. 37. De exploitant :

- 1° vertrouwt de beeldbuizen toe aan een vergunde installatie waar de fluorescerende laag verwijderd wordt;
- 2° vertrouwt de apparatuur bevattende gassen die de ozonlaag aantasten of met een aardeopwarmingspotentieel hoger dan 15 GWP, zoals isolatieschuim en koelcircuits, toe aan een vergunde installatie waar bedoelde gassen verwijderd en behandeld worden;
- 3° vertrouwt de gasontladingslampen toe aan een vergunde installatie waar het kwik verwijderd wordt.

TITEL III. — Overgangs-, Opheffings- en Slotbepalingen

Art. 38. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen die uiterlijk 31 juli 2004 in bedrijf zijn.

Art. 39. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 913

[2005/200966]

10 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 8bis et 60;

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales, notamment l'article 1^{er}, alinéa 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion;

Considérant les objectifs généraux du plan d'environnement pour le développement durable, les objectifs généraux du plan wallon des déchets - horizon 2010 et notamment ceux liés à la prévention quantitative et qualitative, aux objectifs de recyclage et à la réutilisation;